

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 305/00

ÉFAI – 000641 – ASA 43/006/00

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

**SALOMON**

**Eric Rove (pilote de la compagnie d'aviation *Solomon Airlines*)**

**Londres, le 29 septembre 2000**

Amnesty International est préoccupée par la sécurité d'un pilote qui a été enlevé par un groupe politique armé impliqué dans le conflit ethnique qui sévit actuellement aux îles Salomon.

Le capitaine Eric Rove, pilote originaire de Roviana Lagoon dans la Western Province, a été enlevé par la *Guadalcanal Revolutionary Army* (GRA, Armée révolutionnaire de Guadalcanal) alors qu'il venait d'atterrir à Babanakira à l'extrême sud-ouest de la côte de l'île de Guadalcanal. Le pilote a indiqué dans un message radio le 16 septembre que la GRA demandait l'équivalent de 400 000 euros pour sa libération et la restitution de l'avion de la *Solomon Airlines*.

La *Brotherhood of the Church of Melanesia* (confrérie de l'Église de Mélanésie) essaie de faciliter les négociations entre le gouvernement et le groupe armé pour obtenir la libération d'Eric Rove. Cependant, bien que les membres de la GRA se soient engagés à libérer Eric Rove, le pilote se trouve toujours entre leurs mains. L'Armée révolutionnaire de Guadalcanal aurait déclaré qu'elle s'était emparé de l'avion et de son pilote pour protester contre la lenteur avec laquelle le gouvernement s'acquittait des promesses de dédommagement qu'ils avaient faites aux groupes d'opposition lors des pourparlers de paix.

Le dirigeant de la GRA qui a enlevé Eric Rove serait responsable des actes de torture et de l'homicide dont ont été victimes deux civils enlevés sur l'île de Malaita en juin 2000.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les ravisseurs d'Eric Rove ont indiqué qu'ils appartenaient à la *Guadalcanal Revolutionary Army* (GRA, Armée révolutionnaire de Guadalcanal), tout en précisant qu'ils avaient fait sécession avec l'*Isatabu Freedom Movement* (IFM, Mouvement de libération Isatabu), groupe politique armé qu'ils ont pourtant soutenu tout au long du conflit ethnique sur les droits fonciers et le développement à Guadalcanal qui sévit depuis deux ans.

Lancé par l'IFM, ce conflit armé a poussé quelque 20 000 colons originaires de Malaita à fuir l'île de Guadalcanal depuis 1998. De très nombreuses personnes originaires de Malaita ont été tuées ou blessées lors des raids que l'IFM a effectué dans des villages peuplés de civils en 1999, et des centaines ont perdu leur demeure (voir le rapport intitulé *Solomon Islands: A Forgotten Conflict* [Salomon. Un conflit tombé dans l'oubli], 7 septembre 2000, ASA 43/005/00).

L'IFM a cherché à participer aux pourparlers de paix tandis que la GRA aurait continué à se rendre coupable d'atrocités. Depuis le coup d'État de juin qui a conduit à un changement de gouvernement, les informations faisant état à Guadalcanal d'enlèvements, de torture et d'homicides de civils imputables aux deux parties au conflit ethnique n'ont cessé de croître.

Amnesty International est préoccupée, en particulier, par les violations de l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève, qui interdit aux gouvernements comme aux groupes armés de torturer ou de tuer délibérément les civils ne participant pas aux hostilités, de prendre des otages ou de porter atteinte aux personnes qui ont été blessées, capturées ou qui cherchent à se rendre.

**ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / aérogramme / lettre par avion / fax** (en anglais ou dans votre propre langue) :

**Appels aux dirigeants de l'*Isatabu Freedom Movement* (IFM, Mouvement de libération Isatabu) :**

- dites que vous craignez pour la vie d'Eric Rove, enlevé par un groupe politique armé soupçonné d'avoir torturé et tué d'autres civils ;
- exhortez les dirigeants de l'IFM à user de leur influence pour faciliter les négociations devant conduire à sa libération ;
- appelez les dirigeants de l'IFM à condamner publiquement les enlèvements, les actes de torture et les homicides perpétrés contre les civils par tout groupe agissant sous la bannière de l'IFM.

**Appels au Premier ministre :**

- dites que vous craignez pour la vie d'Eric Rove, enlevé par un groupe politique armé soupçonné d'avoir torturé et tué d'autres civils ;
- priez instamment les autorités d'exploiter toutes les possibilités de négociations pour obtenir la libération du pilote et de soutenir pleinement dans leurs efforts les négociateurs de la confrérie mélanésienne ;
- demandez instamment au gouvernement de condamner publiquement tous les actes de violence ou d'intimidation à l'encontre des civils.

**APPELS À :**

**Dirigeant de l'Isatabu Freedom Movement (IFM) :**

Isatabu Freedom Movement Command  
c/- The Secretary,  
Ceasefire Monitoring Council  
PO Box G404  
Honiara  
Îles Salomon

**Fax :** 677 24036

**Formule d'appel :** *Dear Commander, / Monsieur,*

**Premier ministre :**

The Hon. Mannaseh Sogavare MP  
Prime Minister, Office of the Prime Minister  
PO Box G1, Honiara  
Îles Salomon

**Télégrammes :** Prime Minister, Îles Salomon

**Fax :** 677 25470

**Formule d'appel :** *Dear Prime Minister, / Monsieur le Premier ministre,*

**COPIES aux représentants diplomatiques des îles Salomon dans votre pays.**

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 10 NOVEMBRE 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.  
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -*